

LIBÉRATION

ORGANE DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE UNIS

Un seul chef: DE GAULLE; une seule lutte: POUR NOS LIBERTÉS

Autres Organes des Mouvements

de Résistance Unis (34)

COMBAT

FRANC-TIREUR

La Jeunesse française répond : Merde

le Rassemblement du Peuple

La croix gammée a d'abord été le symbole de la Résistance. A Munich en 1920 les hommes d'Hitler étaient contre la collaboration.

A LIBERATION aussi, nous sommes les ennemis de la collaboration, mais nous sommes surtout les ennemis du Fascisme. D'un nouveau Fascisme qui tenterait de se lever sur l'imminente défaite allemande, NOUS NE VOULONS PAS.

Le Général DE GAULLE est notre Chef, il n'est pas notre Führer.

Le Général DE GAULLE ne représente pas un césarisme naissant, une ambition personnelle, il est le garant de la LIBERTÉ nationale et individuelle.

Les «résistants» de la dernière heure aiment à nous considérer comme de braves jeunes gens qui n'auraient d'autre espoir que celui du martyr.

Des martyrs? Certes il en fallait. Pour l'Homme, pour le Monde, pour l'Histoire. Le Parti Communiste et nous-mêmes, nous donnons les meilleurs d'entre nous.

Mais nous sommes des VOLONTAIRES nous ne sommes pas des imbéciles. Nous sommes des jeunes que deux années de combat ont mûris. Nous avons beaucoup appris, de Vichy et aussi... d'Alger. Nous savons reconnaître les ennemis de la Liberté quels qu'ils soient.

Le fascisme international, c'est la contre-révolution préventive, c'est la Sainte Alliance des nantis terrifiés, la dernière cartouche contre ce rassemblement populaire qui déjà, dans le monde entier, allait détruire les privilèges d'un capitalisme moribond.

(suite page 2)

SABOTEZ LA CONSCRIPTION des esclaves au service d'Hitler

La relève n'ayant pas donné les résultats que les Allemands en attendaient, Hitler a exigé de Vichy des mesures plus draconiennes.

Le mot de mobilisation, dans la bouche de ceux qui capitulèrent en Juin 1940 risquait d'indigner le peuple de France. Aussi l'a-t-on remplacé par l'expression atténuée: «Service obligatoire du travail».

Il s'agit en fait de la déportation massive de notre jeunesse. Non contents de garder nos prisonniers et d'arracher nos ouvriers à leurs foyers, les Allemands nous demandent tous nos jeunes hommes, sans exception.

Il ne s'agit pas, comme le laisse entendre hypocritement le texte officiel, «de répartir équitablement entre tous les Français les charges résultant des besoins de notre économie». Il s'agit de livrer de nouveaux bras à l'Allemagne. Bichelonne qui a quelque raison d'être informé, a précisé que les nouvelles «recrues» seraient affectées à la construction de fortifications en Pologne.

En échange de cette conscription d'esclaves au service d'Hitler, le Reich offre de libérer quelques prisonniers. L'atroce comédie de la relève continue, qui permettra au gouvernement de Vichy de présenter comme un acte de généreuse politique l'un des crimes qui lui sera le plus difficilement pardonné.

Contre ces nouvelles mesures la jeunesse française s'est déjà, en esprit, dressée toute entière.

L'exemple des ouvriers de France doit demeurer constamment présent devant ses yeux. Les ouvriers ont retardé de six mois, par leur résistance, l'application de mesures de réquisition. Les jours de France, imitez leur exemple. Les mois que vous pourrez gagner comptent double aujourd'hui car l'Allemagne est pressée, car sa défaite est proche.

Manifestez contre le service obligatoire du travail. (suite page 2)



Un martyr parmi tant d'autres. Un jeune Français de 17 ans qui avait coupé des fils téléphoniques à Brest est exécuté par la Wehrmacht. Il est mort très courageusement.

Français, sabotez le recensement pour la déportation

L'Envoi des Ouvriers Français en Allemagne

Dans la tragique et lamentable affaire de l'envoi des ouvriers français en Allemagne, il n'est pas besoin de commentaires. Le simple exposé des faits suffit ; ils ont leur éloquence.

Le premier fait archi-connu mais qu'on se doit malgré tout de rappeler, car il domine toute l'affaire, c'est l'extrême pénurie de main-d'œuvre qui sévit en Allemagne. Pénurie qui ne peut qu'aller en s'aggravant parce que la production allemande partie avec une formidable avance va maintenant « courir » après celle des pays alliés et surtout de l'Amérique et parce qu'aussi les vides que causent dans l'armée allemande les effroyables hécatombes de Russie doivent être comblés. Il faut faire des ponctions dans les usines au profit des casernes. Par centaines de milliers des Polonais ont été transférés dans les ateliers du Reich ; des Espagnols, des Suédois, des Italiens y sont partis aussi ; la main-d'œuvre allemande a été réquisitionnée jusqu'à l'extrême puisqu'il a été prévu que les enfants au-dessus de dix ans pouvaient être arrachés à leur famille et envoyés dans les régions où l'on avait le plus besoin d'eux, les enfants de dix ans étant utilisés dans le pays même où ils habitent.

Les Allemands comptaient aussi sur les Ouvriers Français. Ils en avaient fixé le contingent nécessaire à 400.000 ; mais en dépit d'un énorme battage le nombre des Français travaillant outre-Rhin n'a jamais dépassé 110.000.

Avec Darlan qui aurait sans doute fini par céder en rechignant, mais qui s'en tenait à la politique du donnant-donnant (dont nous verrons tout à l'heure pourquoi elle ne pouvait réussir) l'affaire n'avancait pas et les autorités d'occupation en montraient quelque impatience.

Avec Laval l'affaire a été vite expédiée et le gouvernement « français » a accepté le principe de l'envoi de 300.000 ouvriers de chez nous en Allemagne.

Laval espère et souhaite une victoire allemande. Pour des raisons politiques sans nul doute : haine de l'Angleterre, crainte du bolchevisme. Mais aussi et surtout pour des raisons plus personnelles. Le destin de Laval est lié au triomphe hitlérien. Il sait qu'une victoire anglaise c'est pour lui la fin ; il sait, pour le présent, que son retour au pouvoir a été imposé par Hitler ; et enfin il n'oublie pas pour un récent passé, que lorsqu'en certain mois de décembre 1940, il fut arrêté sur l'ordre de celui avec qui, aujourd'hui, « il marche la main dans la main » c'est au déplacement de Abez jusqu'à Vichy qu'il dut être libéré. Il n'oublie pas que lorsqu'il fut libéré c'est dans la propre voiture de Abez, sous la protection des soldats allemands — même en zone non occupée — qu'il regagna Paris. Enfin il a des liens financiers avec Ribbentrop.

Il est donc décidé à aider l'Allemagne. Il sait que militairement c'est impossible.

La France satisfera donc pleinement l'Allemagne sur le plan économique. Elle couvrira les ouvriers que réclame Hitler.

Mais pour que l'opération réussisse il faut deux choses : créer un climat favorable — créer du chômage.

Ce n'est pas par hasard que les journaux ont été un beau jour obligés à publier des reportages sur la vie des ouvriers français en Allemagne, que des journalistes ont été invités à se rendre dans le Reich pour y contempler les réalisations sociales. Ce fut là le premier temps. Second acte : les déclarations officielles dont le discours de Laval marqua l'ouverture. Troisième acte encore à peine dessiné mais qui sera le plus dangereux : celui de la propagande et de la calomnie. On peut être certain qu'avant peu on répétera, de bouche à oreille, que si les paysans prisonniers ne rentrent pas c'est parce que les ouvriers français ne veulent pas aller les relever. Ce sera là un mensonge odieux mais bien digne de ceux qui ont accepté de livrer les ouvriers de leur pays.

Parallèlement on s'est résolu à créer du chômage. La première manifestation en ce sens a été une ordonnance des autorités allemandes en zone occupée, modifiant les principes jusqu'alors appliqués en matière de chômage. Il était admis que les heures de travail que pouvait faire une entreprise devait être réparties entre tous ses ouvriers. L'ordonnance sus-visée rompt avec cet état de choses. Elle décide que les ouvriers doivent travailler au moins 48 heures par semaine. Résultat : une usine avait 720 heures de travail par jour qu'elle faisait faire à 120 ouvriers occupés 6 heures. Ces mêmes 720 heures seront désormais faites par 90 ouvriers travaillant 8 heures. 30 hommes seront ainsi disponibles qui feront une excellente main-d'œuvre pour Essen ou pour Cologne. Le même système commence d'ailleurs à être appliqué en zone dite libre.

Puis à cette ordonnance allemande est venu s'ajouter le « plan Bichelonne » qui va fermer 1300 petites entreprises. Il fait lui d'une pierre deux coups puisqu'au nom sans doute de la lutte contre les trusts il va réserver le travail aux grandes usines ; et ainsi des centaines de milliers d'ouvriers vont être (Bichelonne l'a reconnu devant les journalistes) jetés sur le pavé.

Enfin et en supplément, tandis que des salaires mirobolants sont promis à ceux qui partiront, on bloque les salaires en France.

Et si malgré les précautions ainsi prises, il y a des difficultés à trouver des gens de bonne volonté, on n'hésitera pas à recruter ce qu'on régiment on appelle des « volontaires d'office ». Suppression de l'indemnité de chômage, retrait de la carte d'alimentation, tout sera mis en œuvre, à moins que la résistance soit suffisamment organisée.

Mais quels sont les avantages escomptés en échange ?

Sans crainte de nous tromper, nous pouvons répondre : AUCUN.

Nous avons dit tout à l'heure que la politique du « donnant-donnant » réclame à chaque concession des compensa-

tions était impossible. Il faut bien en effet se persuader de cette vérité : même s'ils le voulaient, les Allemands ne peuvent rien donner, car ils sont à l'extrême limite de leur effort. Un gouvernement qui réquisitionne des gosses de 10 ans n'est pas seulement inhumain ; il est acculé.

Et un homme bien placé, j'allais dire bien payé, pour en parler, l'écrivait dans l'Œuvre au moment du retour de Laval : « Il est maintenant trop tard pour espérer un retour des prisonniers car ils sont incorporés dans l'économie allemande ».

Sans doute, en des communiqués savamment gonflés on nous parlera de retours de prisonniers, on oubliera de dire que ceux là qui nous sont rendus sont à bout de souffle. On présentera comme une grande victoire la transformation de camps de prisonniers en camps de travailleurs ; on n'ajoutera pas que c'est une initiative d'origine allemande et qui fut d'abord repoussée par Vichy comme contraire aux droits des gens.

Peut être même dira-t-on que ceux qui partent pourront faire revenir « leur » prisonnier. Mais cela c'est un air déjà connu. Au moment de la constitution de la Légion antibolchevique des notes à allure officieuse proclamaient déjà que les volontaires pouvaient faire libérer un parent ou un ami. Or, lorsque le gros des engagements fut signé, une note officielle allemande déclara qu'il s'agissait là uniquement de suggestions.

On avait à faire à des salauds et c'est bien fait pour eux.

Mais que cette leçon serve aux braves gens.

En réalité ce départ d'ouvriers français n'est concevable que pour deux espèces de gens qui, du reste, se confondent bien souvent :

les appointés de l'ambassade allemande ; ceux qui croient possible et désirable une victoire allemande.

Les autres ont un devoir : empêcher ce crime qui consisterait à envoyer contre leur gré des ouvriers français travailler en Allemagne à forger leurs propres chaînes.

Un « incident pénible »

Lorsque le général Giraud se fut évadé d'Allemagne, il fut, pendant quelques jours, un grand homme. Reçu par le gouverneur militaire de Lyon, reçu par Pétain. Puis, les Allemands ayant manifesté leur mécontentement, il devint un illégitime empoisonneur. Aujourd'hui, son évadement est officiellement qualifiée par Laval d'incident pénible.

Tout ce qui est encore militaire dans l'armée a profondément ressenti l'injure.

Tout le monde ne peut — comme Laval — avoir été prisonnier dans son propre château et, Français, devoir sa libération aux policiers allemands.